

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5481 - Lundi 27 septembre 2021 - Prix : 10 DA



Presse

Lyes Sahar n'est plus

Page 16

Justice

Bedoui sous contrôle judiciaire, Loukal en détention provisoire

Page 3

Ce que les Libyens peuvent encore et ce qu'ils ne peuvent plus

Par Mohamed Habili

Abdelhamid Dbeibah a répondu au retrait de confiance du Parlement de Tobrouk au gouvernement d'unité nationale qu'il dirige en appelant ses partisans à un rassemblement de soutien sur la plus grande place publique de Tripoli, il y a de cela moins d'une semaine. Pari gagné parce que la foule était massive, et que sa harangue a été très applaudie. Dans tout autre pays, preuve aurait été ainsi faite que le gouvernement n'était pas suspendu dans le vide, que s'il n'avait plus la confiance des législateurs, du moins celle de l'opinion lui était-elle conservée. A partir de là, un arrangement politique aurait commencé à se dessiner entre les camps rivaux, en vertu duquel la partie engagée ayant donné lieu à un match nul, la seule façon sérieuse de trancher le débat, ce serait de redonner la parole au peuple à travers des élections incontestables. Une telle issue n'est pas possible en Libye, un pays divisé territorialement et politiquement en deux entités depuis maintenant plusieurs années, que rien n'est parvenu à faire fondre l'une dans l'autre.

Suite en page 3

Poursuite de la distribution de concentrateurs d'oxygène

Saïda Neghza : «Nécessité de fabriquer les appareils localement»

Ph/E. Soraya/J. A.



«Durant des années, l'Algérie ne faisait que de l'importation. On appelle, comme on l'a fait par le passé, à l'arrêt des importations, car on a des gens qui peuvent investir en Algérie dans de multiples domaines, notamment la santé, alors pourquoi importer ?» a indiqué hier la présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes CGEA. Par Thinhine Khouchi — page 2

Manque d'eau potable à Béjaïa

Les habitants du village El Fedj se révoltent

Page 2

Clôture des travaux de la rencontre gouvernement-walis

L'Etat fixe ses priorités

Page 2

Poursuite de la distribution de concentrateurs d'oxygène

Saïda Neghza : «Nécessité de fabriquer les appareils localement»

■ «Durant des années, l'Algérie ne faisait que de l'importation. On appelle, comme on l'a fait par le passé, à l'arrêt des importations car on a des gens qui peuvent investir en Algérie dans de multiples domaines, notamment la santé, alors pourquoi importer ?» a indiqué hier, la présidente de la Confédération générale des entreprises Algériennes CGEA.

Par Thinhinene Khouchi

Saluant l'initiative des médecins et d'une dizaine d'associations, locales et étrangères,

Présidence de la République
Abdelmajid Tebboune nomme Abdelaziz Khellaf directeur de cabinet et Samir Aggoune porte-parole officiel

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmajid Tebboune a signé hier, deux décrets présidentiels en vertu desquels il a nommé Abdelaziz Khellaf directeur de cabinet à la Présidence de la République, et Samir Aggoune, porte-parole officiel de la Présidence, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, Abdelmajid Tebboune, a signé, ce jour, un décret présidentiel en vertu duquel il a nommé Abdelaziz Khellaf directeur de cabinet à la Présidence de la République en remplacement de Noureddine Bardad Daïdj, appelé à d'autres fonctions», lit-on dans le communiqué. Le Président a également signé un décret présidentiel en vertu duquel il a nommé Samir Aggoune en qualité de porte-parole officiel de la Présidence de la République», a conclu le communiqué. **H. B.**

Tizi Ouzou / Elections locales
Retrait de formulaires de candidature par 10 partis et 139 listes indépendantes

PAS MOINS de 10 partis et 139 indépendants ont retiré des formulaires de candidature pour les élections locales du 27 novembre prochain dans la wilaya de Tizi Ouzou, a annoncé hier, le coordinateur de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Cherif Aït Grine. Dans une déclaration à la radio locale, il a précisé que pour les Assemblées populaires communales, six partis et six listes indépendantes se sont rapprochés de ses services pour retirer les dossiers de candidatures. S'agissant de l'élection de l'Assemblée populaire de wilaya, la même source a fait état de retrait de constitution de six listes indépendantes et de six partis de dossiers de candidatures. La révision des listes électorales a permis d'assainir le fichier électoral dont son effectif total est de 698 054 électeurs. Le nombre de centres de vote est de 704 alors que celui des bureaux de vote est de 1 744.

Hamid M.

qui ont apportée leur aide et leurs savoir en récoltant des dons de la part de la communauté algérienne installée un peu partout dans le monde, et en dotant les hôpitaux nationaux d'appareils d'oxygénothérapie haut débit type Airvo 2, Saïda Neghza, présidente de la confédération générale des entreprises algériennes CGEA a souligné la nécessité de se lancer dans la fabrication de ces appareils localement. Elle a indiqué : «Je salue l'initiative de ces associations ainsi que les médecins qui ont apporté leur soutien et leur savoir, mais en tant que Fédération des entreprises algériennes, j'appelle à l'installation de l'usine de fabrication de ces appareils en Algérie, ce qui nous permettra de créer des postes de travail, de disposer à moindre prix cet appareil et aussi de créer une économie autonome». Elle ajoutera que «le Président de la République avait d'ailleurs récemment parlé de ce sujet en appelant les hommes d'affaires à arrêter l'importation et passer à la fabrication et la production locales. A cette occasion, la présidente de la CGEA a indiqué que «35 wilayas ont été dotées de cet appareil, et le but c'est de doter les 58 wilayas». Concernant la fabrication du vaccin anti-Covid en Algérie, Neghza a indiqué que «c'est une fierté pour notre pays. Je remercie le Président de la République ainsi que le ministre de la Santé pour les efforts dans la lutte contre cette pandémie qui a fait des milliers de morts dans le monde. Je crois que ça sera la première usine de fabrication de vaccin anti-Covid en Afrique, ce qui sera un bien pour nous, mais aussi pour l'Afrique, notamment les pays voisins, cela nous permettra d'exporter notre vaccin



Ph/E. Soraya/J. A.

aux pays d'Afrique». En outre, la présidente de l'association Espoir de mère et d'enfant, Fatiha Bentourki a indiqué que «le CHU de Sétif a été doté de deux appareils d'oxygénothérapie haut débit type Airvo 2». A cette occasion, il a été exposé le mode d'emploi de cet appareil qui a démontré son efficacité et qui va permettre aux patients contaminés par le Covid-19 d'éviter le passage à la réanimation et aux CHU du pays à avoir moins de charge dans les lits de réanimation». A cette exposition qui s'est déroulée au niveau du CHU de Sétif, six autres wilayas avoisinantes représentées par des médecins ont assisté, à savoir Msila, Skikda, El Eulma, Oum El Bouaghi, Khenchela, Souk Ahras qui ont été aussi

dotées de l'appareil d'oxygénothérapie haut débit type Airvo 2. Par ailleurs, trois associations étaient présentes à cette occasion, à savoir l'association Amitié populaire franco-algérienne AAPPFA présidée par le Dr Korib Houcem, l'association Espoir de mère et d'enfant présidée par Fatiha Ben Tourki et l'association Solide 19. Enfin, présent à cette

dotation, le directeur général du CHU de Sétif, Nouridine Atoui a salué cette initiative et a remercié les associations ainsi que la CGEA et la communauté algérienne établie à l'étranger pour leur dévouement à aider le secteur de la santé et ses établissements ainsi que les citoyens algériens en ce moment de crise sanitaire. **T. K.**

Bilan des dernières 24 heures 148 nouveaux contaminés et 10 décès

L'Algérie a enregistré 10 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 1 cas de plus que le bilan d'hier (9), portant à 5 777 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 148 cas, soit 23 cas de plus par rapport au bilan d'hier (125), pour atteindre, au total, 202 722 cas confirmés. **R. N.**

Manque d'eau potable à Béjaïa

Les habitants du village El Fedj se révoltent

Des habitants du village El Fedj, commune de Béjaïa ont coupé hier matin la RN 24 pendant quelques heures. Ces derniers sont privés d'eau potable pendant plusieurs semaines. Hier, ils ont exprimé leur colère réclamant le rétablissement de l'alimentation en eau potable de manière normale. En marge de cette action de protestation qui a pénalisé les usagers de cette route en ce début de semaine, une rencontre a eu lieu entre les mécontents et les autorités concernées qui ont, enfin, décidé de surseoir à leur action de protestation et libérer la voie. Des engagements ont été pris

par les autorités afin de satisfaire les revendications des habitants, a-t-on appris. Par ailleurs, les parents d'élèves du CEM Turkin de la commune de Tichy ont décidé d'observer, hier, une action de protestation afin d'exprimer leur mécontentement et leur dégoût face au conflit qui oppose le directeur de l'établissement aux personnels dont les enseignants et autres travailleurs. Les parents d'élèves ont, instamment, exigé l'intervention des autorités du secteur afin d'aplanir les différends qui empoisonnent les relations professionnelles les deux parties et permettre à leurs enfants de poursuivre une scolarité norma-

le et surtout stable. Selon M. Yacine Hassani, secrétaire général du Syndicat d'entreprise des travailleurs de l'éducation de la wilaya de Béjaïa (Sete/WB) nous dira : «Le conflit opposant le personnel du CEM ne date pas d'aujourd'hui ; il remonte au mois de mars dernier». Et de préciser : «La direction de l'éducation avait été mise au courant à ce sujet et une réunion de conciliation avait eu lieu entre les différentes parties, mais le chef de l'établissement qui avait, pourtant, donné son engagement de calmer les choses et de rétablir un dialogue serein avec les travailleurs n'a pas voulu s'y appli-

quer d'où la situation s'est à nouveau corsée et a vu l'implication des parents d'élèves». «Nous avons exigé une commission d'enquête, mais celle-ci n'a pas été dépêchée à ce jour et nous aurions pu éviter ce à quoi nous sommes arrivés aujourd'hui si cela était fait», dira notre interlocuteur. Et de faire observer : «Nous allons nous déplacer aujourd'hui sur les lieux afin de rencontrer les deux parties en conflit et tenter de les réconcilier, mais nous continuons à réclamer une commission d'enquête afin d'en finir définitivement avec ce conflit», poursuit Hassani.

H. Cherfa

Clôture des travaux de la rencontre gouvernement-walis

L'Etat fixe ses priorités

■ Les travaux de la rencontre gouvernement-walis ont pris fin hier. Cinq ateliers ont été tenus et sanctionnés par des recommandations visant la concrétisation des engagements inscrits dans le programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, s'exprimant à l'issue des travaux, a affirmé que les instructions et les orientations données par le Président de la République étaient une feuille de route dont il importe aux walis d'appliquer scrupuleusement.

Synthèse Aomar Fekrache

Pour Benabderrahmane, les recommandations précieuses auxquelles ont conclu les participants, seront adoptées par le gouvernement pour être le prolongement de son programme d'action au niveau local.

Il est aussi à souligner que le Premier ministre a accordé un délai de 18 mois aux walis pour réguler l'exploitation du foncier, atteindre l'autosuffisance et relancer les investissements locaux.

Benabderrahmane qui visitait les cinq ateliers a aussi indiqué que parmi les plus importants défis figurent la concrétisation de l'autosuffisance, à savoir la sécurité alimentaire, la production des matières premières localement, ainsi que l'adoption d'une feuille de route sanitaire et éducative précise. Accompagné des ministres de l'Intérieur, de l'Agriculture et de l'Energie, ainsi que du wali d'Alger, le Premier ministre dira qu'il importe de «revoir plusieurs projets qui n'ont pas porté leurs fruits», relevant que pendant les années 2014, 2015 et 2016, plusieurs dépassements ont été enregistrés concernant l'aménagement du territoire et ayant induit un recul dans le développement local et la réalisation de certains projets qui n'avaient pas d'utilité ou un besoin pour la population.

Concernant l'investissement, Benabderrahmane a affirmé que l'Etat ne ménagera aucun effort pour le renforcer, rappelant que les exonérations fiscales pour



P.H.D. R.

soutenir l'investissement étaient estimées à 500 milliards de dinars/an en plus des avantages fiscaux. Il a également rappelé la finalisation de la révision de la nouvelle loi sur les investissements pour davantage de flexibilité en vue d'en finir avec la bureaucratie qui a causé la fuite de nombreux véritables investisseurs vers des pays étrangers laissant la place aux pseudo-investisseurs qui ont causé au Trésor des pertes considérables.

Le Premier ministre a, en outre, appelé les administrations à accompagner les investisseurs pour leur faciliter la tâche, soulignant le rôle majeur des walis en la matière, d'autant que la situation économique dans le pays s'améliore.

Les walis sont «pleinement protégés par l'Etat dans le res-

pect des lois de la République en ce qui concerne l'acte de gestion», a assuré, Benabderrahmane. Par ailleurs, Benabderrahmane a évoqué la révision, de manière prospective, de la loi de 2004 relative à la prévention des risques majeurs et à la gestion des catastrophes, soulignant l'importance d'inculquer aux citoyens la culture assurantielle et précisant que le volume des aides de l'Etat pour l'indemnisation des dégâts avait atteint, entre 2002 et 2020, quelque 5 milliards Usd. De leur côté, les participants à l'atelier «Les voies et moyens pour la redynamisation de l'investissement, la création de richesse et des emplois durables» se sont penchés sur les obstacles qui entravent plusieurs projets d'investissement et de développe-

ment, en retard ou à l'arrêt.

Ils ont évoqué les obstacles administratifs et divers dépassements ayant entravé le lancement de plusieurs projets importants, imputant cette problématique à l'absence d'une approche claire sur le profil de «l'investisseur efficace».

Aussi, parmi les recommandations phares issues des cinq ateliers, celle insistant sur la mise en place d'une nouvelle approche en matière de développement local. Les participants au 2^e atelier ont souligné, quant à eux, que «le traitement de la problématique de l'équilibre territorial passe par un développement intégré, cohérent et durable, dans le cadre d'une stratégie nationale inclusive aux contours clairs».

A. F.

Utilisation des ressources dans les collectivités locales

Le manque d'une gouvernance réfléchie pointé du doigt

Les collectivités locales ne manquent pas uniquement de finances. C'est plutôt le résultat d'une mauvaise utilisation. L'analyste Azzedine Belkacem Nacer pointe du doigt le manque d'une gouvernance réfléchie. Selon le professeur des universités, expert en prospective, certaines collectivités ont carrément accusé une régression et manque cruellement de ressources financières en raison d'une mauvaise vision et d'une mauvaise gouvernance. «Au niveau des collectivités locales, il n'y a pas seulement un manque de financement, mais une mauvaise utilisation», fera savoir le professeur, soulignant que «certaines localités manquent cruellement de ressources qui leur permettent de faire face à des préoccupations

multiples». Pour cet expert, la solution à ces manques ne réside pas dans la rentabilisation des potentialités des territoires par la libération du code de la fiscalité locale, car il s'agit d'un grand chantier. Invité de la Rédaction de la Chaîne III, de la Radio algérienne, l'expert en prospective indique que le développement des collectivités locales est l'affaire de tous. «Ce n'est pas une question qui concerne les collectivités locales stricto sensu, mais ceux qui définissent la politique fiscale, notamment le ministère des Finances», a souligné Azzedine Belkacem Nacer, appelant à la nécessité de reconfigurer les responsabilités pour assurer une gouvernance réfléchie. Dans ce contexte, le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a mis

l'accent sur l'impératif d'ouvrir les chantiers de réforme de la fiscalité locale dans les plus brefs délais afin d'assurer un financement stable des collectivités locales. «Le financement du budget des collectivités locales avec des recettes permanentes est fondamental, voire impératif. De même pour la réforme des taxes imposées sur le foncier qui est une autre alternative pour assurer un financement stable des communes, en sus de la révision des autres taxes et le renforcement du volet recouvrement», a-t-il indiqué lors d'une rencontre gouvernement-walis. Pour le Premier ministre, la réforme de la fiscalité locale ne saurait, à elle seule, réaliser l'équilibre escompté pour garantir la justice en matière de développement.

Pour les démarches de répar-

tion des richesses entre les collectivités locales, l'expert en prospective s'est penché sur le système de compensation à travers la Caisse de solidarité et de garantie, tout en essayant de le développer. Il a également rappelé que «le Fonds commun des collectivités locales dispose aussi d'une nomenclature qui est pratiquement l'équivalent de ce qui existe dans le Plan communal du développement».

Pour faire fonctionner ce fonds, Azzedine Belkacem Nacer, indique qu'«il vaut mieux opter pour l'intercommunalité, car elle nous permettra de situer les faiblesses et les retards accumulés dans les localités qui peuvent être pris en charge d'une façon mutualisée», a-t-il tenu de préciser.

Louisa Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

Ce que les Libyens peuvent encore et ce qu'ils ne peuvent plus

Suite de la page une

Du temps de l'autocratie, la Libye était d'un seul tenant ; au temps de la démocratie, ou, disons, de la liberté relative, elle est coupée en deux. On peut se demander si elle n'a pas perdu au change, non pas sans doute dans l'immédiat, mais dans le temps plus long. Mais telle n'est pas pour l'heure la question. Ce qui vient de se produire, en tout cas, n'est pas annonciateur d'une fin imminente de la division. Par son vote de défiance, Tobrouk a dit qu'il préférerait somme toute la désunion à une unité faite sous les auspices de Tripoli. De son point de vue, il n'a fait en l'occurrence que réagir à une provocation de Tripoli, qui avait adopté une loi électorale dirigée contre la candidature de Khalifa Haftar, ou plus exactement la rendant impossible. Vous ne voulez pas de Haftar pour président de la réunification, alors nous ne voulons plus du gouvernement Dbeibah de transition. Mais que se passerait-il s'il s'avérait bientôt que les élections du 24 décembre sont intenables ? Le président du Conseil présidentiel, Mohamed El-Menfi, a abordé récemment cette question à la tribune même des Nations unies. La réponse qu'il y a apportée n'augure rien de bon. Pour lui, l'alternative est entre la réussite du double rendez-vous électoral prévu pour la fin d'année, présidentielle doublée de législatives, ou le retour à la guerre civile. Ou le dépassement de la crise libyenne, ou son renouvellement ; la marche vers l'avant ou la marche en arrière. Ce peut n'être ni l'un ni l'autre, mais juste un arrêt dans le présent. En tant que pays placé sous tutelle de la communauté internationale, c'est-à-dire sous protection de ces mêmes puissances qui étaient intervenues pour renverser le régime de Kadhafi, et du même coup le diviser en deux, la Libye n'est pas la chose des seuls Libyens. Il leur a été assez clairement spécifié depuis quelque temps déjà ce qu'ils peuvent en faire, et ce qu'ils ne peuvent plus. Il leur appartient de tenir ces élections en temps et lieu, ou au contraire de les reporter à plus tard. Ce qui leur est interdit par contre, c'est d'abandonner jusqu'à l'idée de passer par elles, pour recourir à nouveau à la violence comme unique moyen de régler leurs différends. Car si leur pays est divisé, il est en même temps sous hypothèque internationale. Il a perdu sa souveraineté autrement dit. Celle-ci ne leur sera rendue qu'une fois qu'ils seront passés par l'épreuve des urnes, et que leur sanction aura été acceptée par eux.

M. H.

Ressources en eau Remise des prix aujourd'hui aux lauréats du concours du meilleur projet de recherche

L'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (Agire) procédera aujourd'hui à la remise des prix aux lauréats du concours national du meilleur projet de recherche sous le thème «La recherche scientifique au service de l'eau», a indiqué hier l'Agence dans un communiqué.

La cérémonie se tiendra au Centre international des conférences (CIC) Abdelatif Rahal à l'occasion du Salon international des équipements, des technologies et des services de l'eau (Pollutec), qui se tiendra du 27 au 30 septembre, fait savoir la même source.

L'Agire, en partenariat avec l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche et du développement technologique (Anvredet), avait lancé la 3^e édition du concours en juillet dernier afin d'encourager l'innovation et la recherche scientifique dans le domaine de la gestion de l'eau.

Ce concours a été ouvert à tous les porteurs de projet issus des établissements de recherche tels que les centres de recherche, les universités et les laboratoires, dont le projet était assez mature et portait sur le domaine des ressources en eau, notamment sur l'irrigation, l'eau potable, l'eau de l'industrie, la réutilisation et l'assainissement.

Les candidats présélectionnés ont bénéficié de séances en ligne de formation et de coaching animées par des experts en entrepreneuriat et en innovation pour les initier à la communication entrepreneuriale, afin de transformer leur projet de recherche en business model.

«L'attention portée à la question des ressources en eau en termes de gestion et de préservation est une priorité stratégique du pays à l'ère des défis offensifs tels que les changements climatiques, la sécheresse, la désertification et la croissance démographique», souligne l'Agire.

Ainsi, «le secteur des ressources en eau et de la sécurité hydrique marque sa volonté de participer et d'encourager activement la promotion de la recherche scientifique, de l'innovation et du transfert des technologies nouvelles, notamment en matière de ressources en eau. Ceci constitue un support incontournable pour booster davantage la rentabilité et le développement du secteur», conclut le communiqué.

Kamel L.

Algérie/ONU/diplomatie

Lamamra tient une séance de travail avec le SG de l'ONU

■ Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a tenu, samedi à New York, une séance de travail avec le SG de l'ONU, Antonio Guterres, au cours de laquelle ils ont discuté des derniers développements dans la région, notamment les efforts de l'Algérie pour promouvoir des solutions pacifiques aux crises en Libye, au Mali et dans la région du Sahel ainsi que la décolonisation au Sahara occidental.



Par Hamid N.

«**U**ne séance de travail avec le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, au cours de laquelle nous avons discuté des derniers développements dans la région, notamment les efforts de l'Algérie pour promouvoir des solutions pacifiques aux crises en Libye, au Mali et dans la région du Sahel et du Sahara», a indiqué le chef de la diplomatie algérienne dans un Tweet.

«Nous avons également passé en revue les défis auxquels est confronté le processus de décolonisation au Sahara occidental», a ajouté Lamamra.

La rencontre a eu lieu, en marge de la 76^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York.

Lamamra s'entretient avec son homologue indien

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane

Lamamra a évoqué, samedi avec son homologue indien, Subrahmanyan Jaishankar, les relations bilatérales et les moyens de les renforcer, notamment dans le domaine économique en vue des futures échéances bilatérales.

«Les entretiens avec le ministre des Affaires étrangères de l'Inde ont porté sur les relations entre les deux pays et les moyens de les renforcer, notamment dans le domaine économique en vue des futures échéances bilatérales», a indiqué le chef de la diplomatie

algérienne sur son compte Twitter.

«Nous avons également échangé les points de vue sur un certain nombre de questions internationales et régionales, en particulier celles inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, l'Inde étant un membre non permanent», a ajouté M. Lamamra.

Et avec son homologue égyptien

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra s'est entretenu, samedi à New York, avec son homologue égyptien, Samah Chokri.

«Avec le ministre des Affaires étrangères de l'Égypte, Samah Chokri, nous avons discuté des relations fraternelles historiques et distinguées et de notre engagement à les faire progresser pour réaliser les aspirations des deux peuples frères», a écrit le chef de la diplomatie algérienne dans un Tweet.

«Nous avons également examiné les questions et les défis les plus importants au niveau de la Ligue arabe et de l'Union africaine dans le cadre de la consolidation de la tradition de concertation et de coordination», a ajouté le ministre.

La rencontre a eu lieu, en marge de la 76^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York.

H. N.

Médiateur de la République

Plus de 46 000 requêtes enregistrées jusqu'au 15 septembre courant

Les services de la médiation de la République ont été destinataires jusqu'au 15 septembre courant de plus de 46 000 requêtes dont 95% ont été traitées, a fait savoir, samedi à Alger, le médiateur de la République, Brahim Merad.

Intervenant à l'occasion de la rencontre gouvernement-walis, Merad a fait savoir que ses services avaient enregistré, durant la période allant de début 2021 au 15 septembre courant, un total de 46 609 requêtes portant essentiellement sur le foncier, l'investissement et à la non-exécution de décisions de la justice, outre les conditions sociales», ajoutant que «44 090 requêtes avaient été traitées, soit un taux de 95% des requêtes reçues».

Il a souligné, dans ce sens, que 28 373 requêtes ont eu des réponses dont 13 655 réponses positives et 11 259 négatives car ne remplissant pas les critères.

Concernant les requêtes ayant eu des réponses (15 757 requêtes), elles concernent les secteurs de l'intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire (10 757 requêtes), l'habitat (939), le travail (641), les finances (528), l'énergie (430), l'agriculture (358) et les ressources en eau (339).

Selon Merad, ces requêtes «dénotent une réaction positive avec les préoccupations des citoyens. Toutefois, l'absence de réponse au 35,65% des requêtes constitue une poursui-

te des comportements négatifs dénoncés par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à chaque occasion tout en incitant les responsables à mettre fin à ses pratiques». Par ailleurs, les services de la médiation ont reçu un total de 81 427 questions dont 27 949 cas ont nécessité l'examen et l'orientation vers différents services.

A cette occasion, le médiateur de la République a fait état du «lancement d'un service de dépôt à distance des requêtes via une plateforme numérique. Ces requêtes seront examinées par des commissions mixtes pour la propositions de solutions, notamment en ce qui concerne la modification des textes organisationnels», plai-

dant, dans ce sens, pour la coordination avec l'ensemble des acteurs et la participation à la concrétisation de l'édifice de l'Algérie nouvelle.

Pour rappel, la rencontre gouvernement-walis, présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'étalant sur deux jours (samedi et dimanche) et placée sous le thème «Relance économique, équilibre régional, justice sociale», se déroule en présence des membres du gouvernement, des walis de la République, des représentants des deux chambres du Parlement, des cadres centraux des différents secteurs ministériels, des entreprises et des instances publiques.

Amel N.

La relance des start-up passe par l'encouragement de l'entrepreneuriat

Les participants aux travaux de la 1^{ère} édition du Séminaire international dédié à «L'économie algérienne à l'horizon 2030», tenu samedi à Skikda, ont indiqué que la relance des micro-entreprises et des start-up passe par l'encouragement et l'ancrage de l'esprit d'entrepreneuriat chez les jeunes.

لقاء شباب الجزائر Meeting of Algeria's youth



Par Salem K.

«L'importance de conjuguer les efforts pour valoriser et promouvoir l'esprit d'entrepreneuriat chez les jeunes et permettre l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs et de porteurs de projets capables d'intégrer de nouveaux marchés»

a été souligné par Abdelmalek Benlaouar, président de Meeting of Algeria's youth, organisatrice de l'événement qui a vu la participation des autorités locales, de représentants de plusieurs ambassades et instances étrangères en Algérie en plus d'opérateurs économiques et des jeunes investisseurs.

Le même intervenant a indiqué qu'un «sérieux accompa-

gnement des projets et la concrétisation des ambitions des jeunes, notamment les propriétaires d'entreprises qui jouent un rôle important dans la promotion de la production nationale et la découverte de marchés à l'extérieur du pays, est en mesure de donner un nouveau dynamisme à l'économie nationale, surtout après la pandémie du Covid-19».

Ce genre de rencontres inter-

nationales qui se déroulent en présence de représentants d'ambassades constitue une opportunité pour penser à rechercher de nouveaux marchés à l'étranger en mesure d'augmenter le volume des exportations hors-hydrocarbures, a encore souligné le même responsable.

Cette rencontre donnera lieu à la conclusion de conventions de partenariat entre les différents opérateurs pour échanger les expériences et la commercialisation des produits, les technologies et les informations, a ajouté le même intervenant, considérant que la coopération avec les ambassades, comme celles de l'Ouganda, Zimbabwe, la Pologne et le Vietnam, contribuera à la création de zones de libre-échange de marchandises et services.

Pour sa part, l'expert en économie algérienne, El Houari Tighersi a mis l'accent, à cette occasion, sur «l'importance de changer les mentalités des étudiants et des diplômés universitaires et leur permettre d'aller vers la création de leurs propres entreprises au lieu de chercher des postes de travail dans des établissements publics ou privés».

La numérisation de l'économie nationale avec toutes ses branches permettra l'éradication du problème de la liquidité financière, de gagner du temps et permettra aussi de rompre avec

la bureaucratie considérée comme une entrave pour les micro-entreprises, a également estimé le même intervenant.

L'attachée auprès de l'ambassade de la République de Pologne, chargée des affaires économiques en Algérie, a indiqué, de son côté, que la wilaya de Skikda dispose de jeunes qui peuvent contribuer au renforcement des expériences entre les deux pays dans plusieurs domaines d'autant que l'Algérie est considérée comme un partenaire important en Afrique du Nord. L'événement a été marqué par l'organisation d'une exposition d'habits traditionnels, de sécurité électronique et informatique.

S. K.

Selon un rapport officiel Les investissements chinois en Afrique enregistrent une croissance stable

Les investissements de la Chine en Afrique ont enregistré une expansion stable malgré la récession économique et commerciale mondiale causée par la pandémie du Covid-19, selon un rapport officiel.

Les investissements chinois en Afrique se sont établis à 2,96 milliards de dollars en 2020, soit une hausse annuelle de 9,5%.

Ces investissements comprennent 2,66 milliards de dollars d'investissements directs non financiers, selon le Rapport annuel sur les relations économiques et commerciales Chine-Afrique (2021) publié samedi.

Le rapport a été publié à la veille de la deuxième Exposition économique et commerciale Chine-Afrique prévue à Changhsa, capitale de la province centrale chinoise du Hunan, du 26 au 29 septembre.

Les investissements chinois dans le secteur des services en Afrique ont augmenté de manière remarquable.

L'année dernière, les investissements dans les sous-secteurs tels que les services de recherche scientifique et de technologie, les transports, l'entreposage et les services postaux ont plus que doublé, selon le rapport.

Au cours des sept premiers mois de 2021, les investissements directs de la Chine en Afrique ont atteint 2,07 milliards de dollars, dépassant le niveau pré-pandémie de la même période en 2019, d'après les données du ministère du Commerce.

B. S.

Exportations hors hydrocarbures

Une valeur de 4,5 milliards USD d'ici la fin 2021

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, samedi à Alger, que la valeur des exportations hors hydrocarbures atteindra 4,5 milliards de dollars d'ici la fin de 2021, «une première depuis plus de deux décennies». Présidant l'ouverture des travaux de la rencontre gouvernement-walis, le Président Tebboune a fait état d'indicateurs et de signes pour une sortie du tunnel pour l'Algérie, en ce sens que pour la première fois depuis plus de deux décennies, la valeur des exportations, moins de 2 mds de dollars annuellement, a atteint 3,1 mds de dollars et pourra s'établir à 4, voire 4,5 milliards de dollars d'ici la fin de l'année.

Le Président de la République a critiqué le dénigrement de certaines parties qui n'ont pas foi en les capacités de leur pays, suite à sa déclaration, il y a un an, d'atteindre une valeur d'exportations hors hydrocarbures de 5 mds de dollars, soulignant que l'Algérie est une force de frappe régionale qui apporte la paix dans la région et le monde entier reconnaît sa puissance. La critique

constructive est positive, toutefois la minimisation est indigne pour un Etat comme l'Algérie où 250 000 universitaires sont diplômés annuellement, a-t-il dit, indiquant que la véritable richesse est le capital humain. Minimiser les capacités et la place de l'Algérie est une question qui relève de la dignité nationale.

Nos stratégies en la matière continueront à être orientées par la traduction des engagements pour passer d'une économie rentière et de consommation à une économie de la connaissance et de la performance, a-t-il dit, affirmant qu'«il n'est plus possible de différer le changement qualitatif devant être opéré en matière d'investissement afin de créer des opportunités d'emplois et de la richesses et réaliser la relance économique».

Le Président Tebboune a insisté sur la nécessité de mobiliser toutes les énergies pour mener l'économie nationale à bon port, à travers la création d'emplois, le renforcement de la production nationale, la transformation du produit national et la création de richesse", rappelant que l'économie algérienne était

auparavant "à la traîne et tournée vers l'importation".

Nous sommes revenus à une économie basée sur la production nationale avec une importation à titre complémentaire seulement, a-t-il ajouté, précisant que pour la première fois depuis l'indépendance, le ministère du Commerce a recensé toutes les activités de production et les produits nationaux.

Le président de la République a, dans ce contexte, souligné la nécessité de passer de l'exportation des produits bruts à l'exportation des produits manufacturés, insistant sur l'impératif pour l'Algérie d'être une économie affranchie de la dépendance".

Trois agences nationales des fonciers industriel, agricole et urbain

Evoquant le problème du foncier industriel, le Président Tebboune a annoncé la création, au niveau national, d'une agence du foncier industriel, une agence pour le foncier agricole et une autre pour le foncier destiné à l'aménagement urbain, relevant

que la décision de création de ces trois agences a été prise en attendant la mise en place de nouveaux mécanismes devant entrer en vigueur prochainement.

S'agissant des régions ayant une faible attractivité auprès des investisseurs, le chef de l'Etat a ordonné la création de zones d'activité loin de la bureaucratie tout en veillant à faciliter l'octroi de parcelles de terrains aux artisans, et à assurer le contrôle de ces activités et investissements.

Le Président Tebboune a insisté également sur la création des postes d'emploi au vu de l'augmentation de la population, ce qui implique une hausse des demandeurs d'emploi.

Mettant en avant la production locale, le Président de la République, a annoncé que «le premier vaccin contre le Covid-19, fabriqué en partenariat avec les amis chinois, sortira le 29 septembre courant de l'usine de Saïdal à Constantine».

«La solution pour faire face à la pandémie réside dans la vaccination de plus de deux tiers de la population», a-t-il insisté.

S. K.

Parc national de Belezma (Batna)

Mosaïque naturelle et cèdres à perte de vue

■ Le Parc national de Belezma de Batna a révélé aux amoureux de la nature, invités à une sortie, organisée à la fin de la semaine passée par la direction de cette réserve, une mosaïque naturelle riche et variée où trônent les peuplements du majestueux cèdre de l'Atlas s'étendant à perte de vue.

Par Hanane D./APS

L'initiative a été une précieuse opportunité pour les chanceux participants, dont l'APS, de découvrir les zones vierges de ce parc que peu de gens connaissent en dehors du personnel du secteur forestier.

Arrivés sur les hauteurs de la commune de Hidoussa, après avoir parcouru à bord de 4x4 une piste rocailleuse s'étendant sur 8 km et qui est en fait le lit d'un oued sec, les invités du parc poursuivent leur ascension à pied de Ras Tarbaâth jusqu'à la maison de fortune de Tayeb Oumouhand Yahiaoui, unique habitant de ce site reculé.

De prime à bord, le visiteur a l'impression qu'il n'y a pas âme qui vive à plusieurs kilomètres du site, alors que ce paysan affirme fièrement son attachement à sa terre qui renferme, non loin de sa maison, les restes de deux refuges en pierre utilisés par les moudjahidine et qui appartenaient à son grand-père Bachir

et son père Mohamed.

A ce propos, Tayeb a assuré qu'avant l'aménagement, l'année passée d'une piste, les ânes et les mulets étaient les seuls moyens d'accéder à ce site dénommé Imedhraouène qui signifie en chaoui la poitrine dont il épouse la forme.

Il a confié quitter rarement ce site qui était déjà occupée par ses aïeux, où il s'adonne à l'élevage de quelques volailles et de vaches et la culture de pommiers et de pêcheurs en total symbiose avec la nature qui lui fournit du bois et de l'eau de source en attendant l'installation de panneaux solaires dont il vient de bénéficier.

Selon la chargée du service de protection de la faune et de la flore du parc, Hind Samaï, cette localité est «peuplée de porc-épic, de perdrix et de reptiles ainsi que certains mammifères dont le loup et l'hyène rayée qui revient en force».

De son côté, le directeur du Parc national de Belezma, Mohamed-Lamine Dehimi, a relevé que sur ce site apparaît clairement la régénération naturelle du cèdre de l'Atlas reflétée par la présence de jeunes arbres d'âge très divers aux côtés des plus vieux spécimens, en plus de la présence de plusieurs autres espèces dont l'aubépine ou crataegus monogyna.

Une piste touristique aux paysages à couper le souffle

Ce circuit pittoresque est parsemé de paysages à couper le souffle qui concentrent, selon les explications des cadres de la réserve, les atouts naturels que renferme le parc de Belezma situé à 7 km à l'ouest de la ville de Batna.

Le point de départ a été le village Condorcet puis Aïn



Kerrouch en passant par Theniet el Guentas, s'élevant à 1 780 m au-dessus du niveau de la mer, où une table d'orientation a été réalisée en 2020, selon le directeur du parc, pour présenter aux visiteurs les montagnes de la région avec les directions, les appellations (en arabe et en français) et les altitudes de chacun de leurs sommets accessibles de la sorte sans guide ainsi que les principales espèces faunistiques et floristiques.

Selon le même cadre, il est prévu de réaliser une table similaire dans le secteur de Fesdis surplombant d'autres parties de ce parc chevauchant huit communes et entouré de 13 villages sur une surface globale de 26 250 ha.

Les participants se sont dirigés ensuite vers Bouyagaguen et Ali Nemeur dans la commune

de Merouana à travers la route montagnaise d'Oum Rekha via la cédraie du parc jusqu'au lieu-dit Tissourèsse où dominent les peuplements de chêne vert ainsi que des espèces de genévrier oxycèdre, de genévrier de Phénicie et de l'éralbe de Montpellier.

La sortie a également ciblé Kef Islène à Bourjam dans la commune d'Oued El Ma où les cèdres de l'Atlas poussent en perçant la roche dans des paysages pittoresques typiques du Parc national de Belezma s'étendant, selon Dehimi, sur 33 ha. Sur ce site composé de plaques rocheuses, se trouvent de très vieux cèdres dont l'âge atteint les 100 ans et dont certains ont été victimes d'un dépérissement qui a affecté la cédraie de la région en 2006 et dont certains arbres ont fait l'objet d'abattage préventif.

Les explications des cadres du parc qui ont encadré cette sortie de découverte, dont les chefs des secteurs de la conservation d'Oued El Ma et Fesdis, Allaoua Douadi et Abdelkamel Boussentouh, ont mis en exergue les efforts consentis pour préserver la richesse naturelle faunistique et floristique de cette réserve, notamment sa précieuse cédraie.

Cette initiative qui a ciblé surtout les représentants des médias a visé, selon les mêmes cadres, à donner une image réelle du parc qui constitue plus qu'une forêt ordinaire et aussi pour sensibiliser les citoyens à s'impliquer dans les efforts de préservation du lieu au profit des générations futures en tant que ressource naturelle, économique et touristique.

H. D./APS

Mila

Près de 25 000 employeurs concernés par la régularisation des cotisations sociales

Les services de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos) de la wilaya de Mila ont recensé, jusqu'à la fin de la semaine écoulée, près de 25 000 employeurs concernés par les mesures exceptionnelles relatives à la régularisation des cotisations, a-t-on appris samedi auprès de l'agence locale de la Casnos.

A ce propos, le directeur de l'agence locale de la Casnos, Youcef Boukassa, a indiqué à l'APS que près de 25 000 employeurs sont concernés par les mesures exceptionnelles relatives à la régularisation des cotisations, mais l'afflux des employeurs reste timide pour

l'instant. Les services de la Casnos de Mila ont entamé l'opération de régularisation des cotisations des employeurs décidées par le président de la République, Abdelmadjid

Tebboune, au titre de l'ordonnance n°21-12 du 25 août 2021, parue au *Journal officiel* n°65, portant mesures exceptionnelles relatives à la régularisation de la situation des cotisations des employeurs dans la période allant du 1^{er} septembre 2021 au 31 janvier 2022, a-t-il ajouté.

L'opération est en cours à Mila, mais l'engouement des employeurs et travailleurs activant dans des métiers privés comme les artisans, commerçants, agriculteurs, industriels et

porteurs de projets, entre autres, reste pour le moment timide, a souligné le même responsable.

Les services de la Casnos de Mila ont intensifié les efforts en matière de sensibilisation, impliquant la presse locale et les réseaux sociaux ainsi que le guichet itinérant de l'agence qui sillonne les grandes communes de la wilaya, appelant les employeurs concernés par ces mesures à se rapprocher de la Caisse pour bénéficier des facilitations offertes, a relevé le même source. Parmi les facilitations offertes figurent l'exonération totale des majorations et pénalités de retard avec la possibilité de rééchelonnement des cotisations annuelles et l'exemption

des pénalités de non-déclaration, a ajouté le même source.

Le même responsable a appelé en outre les employeurs concernés à prendre attache avec ses services pour bénéficier de la couverture sociale en vue de régulariser leur situation et éviter la pression et la surcharge généralement constatés à l'approche de la date butoir.

La possibilité de paiement via le guichet itinérant sillonnant la wilaya ou à travers la plateforme numérique sur le lien électronique Damancom.casnos.dz, figurent également parmi les facilitations offertes pour bénéficier de ces mesures exceptionnelles.

Maya G.

Relizane

9 points de vente de lentilles et des pois chiches à des prix réglementés

La coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya de Relizane a lancé la vente du produit local de lentilles et pois chiches au niveau de neuf points à travers plusieurs communes à des prix réglementés a-t-on appris, samedi, du directeur de cette coopérative, Boubekeur Kelakhi.

La Coopérative a ouvert dernièrement ces points de vente des produits de lentilles et pois chiches à des prix nettement plus bas que ceux pratiqués au niveau des marchés.

Dans ce cadre, 9 points de vente ont été ouverts au niveau des communes de Mendès, Zemmoura, Yellel, Relizane, Oued Rhiou et Ammi Moussa. Il est prévu l'ouverture, à l'avenir, d'autres points de commercialisation de ces produits.

Ainsi, les lentilles sont cédées au niveau de ces points à 100 DA le kilo, alors que les pois chiches sont proposés à 120 DA le kilo, a signalé M Kelakhi. L'opération de vente de ces légumineuses se poursuivra jusqu'à l'épuisement des stocks disponibles.

Des citoyens rencontrés par l'APS devant les points de vente ont exprimé leur satisfaction de pouvoir acquérir ces produits à des prix à la portée de toutes les bourses, sachant que sur les marchés le prix des lentilles dépasse les 280 DA le kilo et celui des pois chiches atteint les 340 DA le kilo.

T. B.

Cinéma

La Cinémathèque d'Alger rend hommage aux cinéastes et acteurs récemment disparus

■ La Cinémathèque d'Alger rouvre ses portes au public avec une série d'hommages dédiés aux personnalités du 7^{ème} art récemment disparues, un clin d'œil sur leurs carrières prolifiques qui devrait s'étaler jusqu'à la fin du mois en cours, indique une annonce sur la page Facebook du Musée du cinéma algérien.

Par Adéla S.

La décision de rouvrir les salles de spectacles et autres lieux accueillant le public, prise dernièrement en haut lieu, avec l'impératif catégorique de s'en tenir au strict respect des mesures barrières de prévention sanitaires, permettra un retour progressif à la vie normale.

Donnant suite à cette décision, la Cinémathèque d'Alger a choisi de rappeler et d'évoquer, à travers une programmation qui sera diffusée en boucle jusqu'au 29 septembre, la grandeur et le talent de Saïd Hilmi (1939-2021), Lyazid Khodja (1945-2021), Brahim Tsaki (1946-2021) et le grand révolutionnaire et

producteur Yacef Saâdi (1928-2021). Le public pourra ainsi apprécier, Saïd Hilmi, distribué dans, *La voisine* de Ghaouti Bendeddouche, (2002), Lyazid Khodja, réalisateur avec Rachid Benallal de *Si Mohand Ou M'hand*, (1983) et Brahim Tsaki scénariste et réalisateur de *Histoire d'une rencontre* (1983).

L'hommage à Yacef Saâdi, auteur de l'œuvre en trois tomes, *La bataille d'Alger*, qui inspirera Franco Solinas pour écrire le scénario du film éponyme réalisé en 1966 par Gillo Pontecorvo, sera marqué par la présentation de *Mains libres*, un documentaire inédit et produit en 1964 par Casbah film, la société de production qu'il a fondée en 1964.

«La dernière projection de ce documentaire remonte au 14 août 1965 à la salle du cinéma Afrique, depuis, la direction de la Cinémathèque d'Alger a pu re-trouver le film et l'a numérisé pour le présenter au public et aux cinéphiles algériens», peut-on lire sur le texte de présentation de l'événement.

D'autre part, la Cinémathèque d'Alger rend également hommage à une grande figure du cinéma français, Jean Paul Belmondo (1933-2021), à travers la projection des films, *A bout de Souffle* (1960) de Jean Luc Godard, *Le professionnel* (1981) de Georges Lautner et *Le Marginal* (1983) de Jacques Deray.

A. S.



Hongrie

Le monodrame *Saha l'Artiste* au Festival international de Budapest

Le monodrame, *Saha l'Artiste*, une immersion dans l'univers de la création artistique soumise aux règles impitoyables des sociétés de consommation, prend part au Festival international de théâtre de Budapest (Hongrie), prévu du 25 septembre au 6 octobre 2021.

Écrit et mis en scène par le dramaturge Omar Fetmouche, *Saha l'Artiste*, spectacle de 60 mn, sera conduit le 30 septembre sur les planches du Théâtre national de Budapest par le comédien, AHCÈNE AZAZNI, soutenu par le musicien Amar cherifi. Selon des spectateurs qui ont vu le spectacle à Alger, *Saha l'Artiste* est une nouvelle forme

de spectacles, qui mêle le théâtre à la musique dans une fusion des genres intéressante, ce qui a permis, ont-ils ajouté, «une plus grande proximité avec le public et rendu le message plus accessible». Le spectacle raconte l'histoire d'un violoniste, à qui manquait un fil à son instrument, et qui se rend vite compte que tous les magasins de musique qu'il connaissait ont été transformés en fast-food, dans une société de consommation délabrée, où le souci du gain facile, règne en maître absolu.

Dans un environnement hostile à toute créativité artistique où il est impossible de trouver une corde de violon, le musicien

décide alors de quitter le pays, et va, pour ce faire, voir «moul el khit», un affairiste débrouillard détenant toutes les ficelles et pouvant contourner toutes sortes de problèmes pour lui procurer un visa.

De l'autre côté de la Méditerranée, l'artiste s'épanouit et trouve son compte, allant jusqu'à étudier la contre-basse, instrument qu'il a adopté et acheté sans son étui, se voyant, à son retour au pays, contraint de le faire transiter dans un cercueil, faisant croire que c'est la dépouille de sa femme, une Française qu'il avait épousé et réussi à convertir à l'Islam.

Interprétant pas moins d'une

quinzaine de personnages, AHCÈNE AZAZNI va user de tout ses talents de comédien pour surmonter les difficultés d'un tel exercice, auquel se livrera également, à un degré moindre, Amar Cherifi, chanteur chaâbi à la mandole, qui aura à reprendre en chanson, les moments forts de la trame, assurer les transitions, et donner à son instrument des élans de narrateur.

Chevronné des planches, AHCÈNE AZAZNI convoquera devant le public hongrois, entre autres personnages, «moul el khit», Ammi Hmida, quelques clients d'un restaurant, le vieux tailleur de pierre tombale, le douanier, le chauffeur du cor-

billard de fortune, le policier, le malfrat déguisé en Capitaine crochet, la tante Zohra et le gardien du cimetière, autant dire que l'Artiste aura à relever, une fois de plus, le défi de bien porter le texte du spectacle.

La corde manquante au violon révélera ainsi tous les maux de la société, permettant à AHCÈNE AZAZNI de poser avec brio, la problématique de «l'espace de créativité artistique et de production en Algérie».

Le monodrame *Saha l'Artiste* a été produit en 2019 par la coopérative Théâtre Sindjab de Bordj Ménaïel, en collaboration avec le TNA.

Racim C.

Forum du Tna

Le docteur Saïd Boutadjine, sur la "Traduction du théâtre de Kateb Yacine et les questions de l'intertextualité"

Les rencontres des soirées théâtrales, un concept virtuel récemment adopté par le Forum du Théâtre national algérien (Tna) accueille sur la toile le docteur Saïd Boutadjine qui s'exprime sur le thème de la "Traduction du théâtre de Kateb Yacine et les questions de l'intertextualité".

Le théâtre de Kateb Yacine croise plusieurs sources, historiques, autobiographiques, sacrées, populaires, mythiques et poétiques. Cette riche complexité porte son théâtre vers le registre tragique qui va s'intéresser essentiellement aux traditions et aux légendes des tribus de sa terre d'origine, la tribu du Nadhor (est de l'Algérie) notamment.

Le théâtre katébien fait vivre la mémoire des ancêtres et réanime la figure de Nedjma, qui sus-

cite chez les personnages des passions incontrôlées et les met en danger, à l'image de Mustapha dans la pièce "Le Cadavre encerclé".

Après avoir accueilli successivement depuis le mois d'août, Amin Zaoui,

Salim Dada et Nadjib Stambouli, le Forum du Théâtre national algérien ouvre son espace au romancier, critique et traducteur Saïd Boutadjine qui a su, plus d'une fois, pénétrer l'univers fragmenté de la pensée katébienne pour avoir traduit plusieurs de ses œuvres théâtrales.

S'appuyant sur les traductions qu'il a entrepris sur les textes de, "Palestine trahie" et "Mohamed prends ta valise", Saïd Boutadjine rend compte d'entrée de la complexité de traduire certains textes dits "absents", littéraire ou de chan-

sons patriotiques françaises, que Kateb Yacine suggère au récepteur car appartenant aux acquis culturels généraux dont il doit jouir.

Lors de mon travail de traduction sur ces deux textes, je me suis souvent heurté à la difficulté d'intégrer dans l'écrit original de la trame, les références littéraires et les chants patriotiques et populaires auxquels l'auteur de "Nedjma" fait implicitement appel ou introduit carrément dans son texte de base, sans pour autant les mettre entre guillemets ou parenthèses, ou encore, préciser avec des annotations leurs situations dramatiques, pour mieux les repérer et faciliter leur rapport sémantique à la réalité du spectacle.

Un tel constat m'a conduit, poursuit Saïd Boutadjine, à m'investir dans des recherches

et des enquêtes approfondies, souvent auprès des gens, notamment lorsqu'il s'est agi de chansons non enregistrées ou d'une pensée socio-culturelle, devenue référence, mais restée "cloîtrée" dans le terroir d'une région donnée.

Dans le théâtre katébien, l'intertextualité interne s'ajoute à celle externe, car, explique le conférencier, on retrouve dans la dramaturgie de Kateb Yacine, des textes littéraires qu'il a écrits dans d'autres œuvres et qu'il utilise dans son théâtre, dès lors que les corpus traitent des mêmes thématiques, à l'exemple de l'interlocution de texte à texte constatée dans "Le cadavre encerclé" et "Nedjma".

Né en 1958 à Texana (Jijel), le docteur Saïd Boutadjine est également romancier, critique et traducteur comptant à son actif

une série d'ouvrages littéraires et techniques dont "Ce qui m'est arrivé demain", "Que la malédiction soit sur vous tous", "Texana", ou encore "Traduction et terminologie".

Enseignant universitaire et chercheur, il a traduit vers l'arabe diverses œuvres de Christiane Chaulet-Achour (Des nouvelles d'Algérie) de Malika Mekeddem (Je dois tout à ton oubli) ou encore de François Truffaut (Les films de ma vie), jusqu'au Prix Nobel, Jean-Marie Gustave Le Clézio (L'étoile errante). Saïd Boutadjine est également l'auteur d'une quinzaine de traductions dont celles consacrées aux œuvres de Kateb Yacine, "Le spectre du parc Monceau", "Le roi de l'ouest", "Palestine trahie" et "Mohamed prends ta valise".

APS



Cisjordanie

Quatre Palestiniens tués durant une opération israélienne

■ La tension est montée hier en Cisjordanie occupée, où quatre Palestiniens ont été tués dans des heurts avec l'armée israélienne qui mène, depuis la veille, une opération militaire contre le mouvement islamiste Hamas.

Par Mourad M.

Trois Palestiniens ont été tués dans le village de Biddu, à une dizaine de km au nord-ouest de Jérusalem, et un autre à Borquin, près de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie, selon des sources concordantes du ministère de la Santé palestinien et de l'armée israélienne.

Un porte-parole de l'armée israélienne, Amnon Shefler, a affirmé à l'AFP que les affrontements s'étaient déroulés durant "une opération destinée à démanteler une cellule terroriste du Hamas.

Selon lui, l'opération, qui a débuté samedi soir, est toujours en cours.

«Un terroriste a été appréhendé samedi soir près de Jénine sans heurts puis hier matin, des échanges de feu ont éclaté quand l'armée est venue arrêter un autre terroriste à Borquin», a poursuivi le porte-parole.

«Dans ces affrontements, un terroriste a été tué et un autre

armé a été arrêté», a ajouté Shefler, mentionnant une autre arrestation à Kabatia, dans le même secteur.

Par ailleurs hier, «trois terroristes ont été tués dans des échanges de tirs à Biddu», a encore déclaré le porte-parole, qui a affirmé que les quatre Palestiniens tués étaient des membres du Hamas.

Deux soldats israéliens, un officier et un combattant ont été blessés grièvement durant la nuit dans le village de Borquin, selon un communiqué de l'armée.

Un chirurgien de l'hôpital Rambam de Haïfa (nord) où ont été admis les deux soldats a déclaré à la presse que leur vie n'étaient pas en danger.

Le Hamas a confirmé la mort dans les heurts d'un de ses membres, identifié comme Ahmad Zahran, à Biddu, tandis que le Jihad islamique a affirmé que le Palestinien tué à Borquin, Ossama Soboh, lui était affilié.

Le Premier ministre israélien, Naftali Bennett, en route pour New-York où il doit prononcer un



Ph. > D. R.

discours devant l'Assemblée générale des nations unies, a affirmé que cette opération était destinée à empêcher un attentat terroriste, selon un communiqué de son bureau.

Il a dit avoir apporté un soutien total aux soldats et leurs

supérieurs impliqués dans l'opération. La présidence de l'Autorité palestinienne a, elle, condamné un «crime odieux commis par les forces d'occupation israéliennes à Jérusalem et Jénine», selon un communiqué de son bureau.

Quatre Palestiniens ont été tués récemment dans des affrontements avec les forces israéliennes au camp de réfugiés de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie où les heurts se sont multipliés ces dernières semaines. M. M.

Élections en Islande

Le gouvernement garde sa majorité, mais avec une Première ministre fragilisée

La coalition gauche-droite au pouvoir en Islande va garder sa majorité au terme des élections législatives samedi, mais la place du mouvement de gauche écologiste de la Première ministre, Katrin Jakobsdottir, ressort fragilisée par rapport à ses deux alliés de droite.

Selon les dernières projections vers 5h GMT, l'alliance est créditée de 37 des 63 sièges du Parlement, avec plus des trois quarts des voix comptabilisées dans le vaste pays de seulement 370 000 habitants dont 255 000 électeurs.

Même s'il n'est pas certain que les trois partis continueront à gouverner ensemble et sachant que les tractations sont traditionnellement longues, l'Islande semble s'éloigner d'un scénario de blocage politique que laissaient redouter les sondages.

Jamais depuis la faillite spectaculaire des banques islandaises en 2008 et la grave crise qui s'en était suivie, un gouvernement islandais sortant n'avait conservé sa majorité. Il faut remonter à 2003 pour trouver un précédent.

Avec plus de 17% des voix, le grand vainqueur de la soirée est le Parti du progrès (centre-droit). Il ravit au mouvement Gauche-Verts de Mme Jakobsdottir (environ 13%) le rang de deuxième parti d'Islande, derrière l'indéboulonnable Parti de l'indépendance (conservateur) de l'ex-Premier ministre Bjarni Benediktsson, autour de 24%.

Selon ce comptage encore partiel, ce dernier obtiendrait 16 (stable) des 63 sièges de l'Althingi - le Parlement millénaire de l'Islande. Les progressistes de Sigurdur Ingi Johannsson

gagneraient 13 sièges, cinq de plus que lors des élections précédentes de 2017.

Le mouvement Gauche-Verts reculerait lui à huit sièges, trois de moins qu'il y a quatre ans.

Si l'avenir de la coalition reste incertain, les trois chefs de partis avaient acté d'entamer des discussions s'ils parvenaient à maintenir la majorité gouvernementale, qui était menacée selon les sondages.

La fragilisation de la Première ministre soulève toutefois la question de son avenir à Stjornarradid, la modeste maison blanche où siègent les chefs de gouvernement islandais.

Vu le recul que nous observerions, les Gauche-Verts pourraient devoir réévaluer leur position au sein du gouvernement", souligne Eva Önnudóttir, professeur de sciences politiques à l'Université d'Islande.

«Nous allons devoir regarder combien les partis du gouvernement vont faire au total et quel résultat nous allons faire. Selon ces résultats préliminaires, nous perdons un peu de terrain et les progressistes augmentent», avait commenté Mme Jakobsdottir auprès de l'AFP au début de la soirée.

Depuis 2017, cette dernière a rendu les impôts plus progressifs, investi dans le logement social et étendu le congé parental. Sa gestion du Covid - 33 morts seulement - a été saluée.

Mais cette rare écologiste de gauche au pouvoir a aussi dû faire des renoncements pour sauvegarder sa coalition, comme sa promesse de créer un parc national dans le centre du pays.

La liesse régnait au QG du Parti du progrès. Le mouvement «est de retour au premier plan de

la scène politique», a lancé son dirigeant Sigurdur Ingi Johannsson devant ses militants.

Survivant de plusieurs scandales, dont celui des Panama Papers en 2016, le parti conservateur a finalement conservé ses positions alors que les sondages lui promettaient un recul.

«Je ne vois pas de basculement à gauche», a constaté son dirigeant, Bjarni Benediktsson, ex-Premier ministre et actuel ministre des Finances.

Les deux partis se retrouvent en position de force et pourraient sur le papier former une majorité avec un autre petit parti, notamment le parti centriste de la Réforme (cinq sièges) voire le Parti du peuple (six sièges).

Après une décennie de crise et de scandales, la coalition sortante avait marqué le retour de la stabilité politique en Islande.

C'est la deuxième fois seulement depuis la crise financière de 2008 qui avait ruiné les banques et de nombreux Islandais qu'un gouvernement va au terme de son mandat.

Sur fond de défiance à l'égard de la classe politique héritée de l'effondrement financier et de scandales à répétition, cinq élections législatives avaient eu lieu entre 2007 et 2017 dans le pays, non membre de l'Union européenne.

Cette période avait aussi vu s'accroître l'éparpillement électoral. Au final, huit partis devaient être représentés au Parlement, comme en 2017, et non un record de neuf qu'annonçaient les sondages.

Dans un pays à l'avant-garde des combats féministes, les femmes deviendraient pour la première fois majoritaires à l'Althingi, avec 34 députées.



Commentaire

Indication

Par Fouzia Mahmoudi

Si la «crise des sous-marins» a prouvé à la France que l'administration Biden n'était pas différente de l'administration Trump, ce constat a été fait il y a déjà plusieurs mois par ceux qui tentent désespérément d'amener Washington et Téhéran à dialoguer sereinement autour de l'Accord sur le nucléaire iranien et qui doivent faire face à l'habituelle hostilité iranienne, mais aussi à l'inflexibilité américaine. Une inflexibilité qui rappelle celle de Trump vis-à-vis de l'Iran et qui ne colle pas avec les promesses de campagne des Démocrates. Les États-Unis «devraient être plus actifs et résoudre toutes les questions relatives» à une relance de l'accord nucléaire avec l'Iran, a de son côté affirmé samedi le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov. Lors d'une conférence de presse à l'ONU en marge de l'Assemblée générale des nations unies à New York, le ministre a espéré que les négociations à Vienne entre l'Iran, la Russie, la Chine, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, avec en arrière-plan les États-Unis, reprennent aussitôt que possible, comme l'a souhaité Téhéran. «L'Iran ne fait rien qui serait interdit» par le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et son protocole additionnel, a aussi jugé Sergueï Lavrov, en critiquant les sanctions unilatérales prises contre l'Iran après le départ en 2018 des États-Unis de l'accord nucléaire de 2015. S'il n'applique plus nombre d'engagements liés à l'accord nucléaire de 2015, c'est «simplement parce que les États-Unis en sont sortis», a-t-il noté, en soulignant que Washington avait imposé depuis 2018 des sanctions à l'Iran qui ne sont pas seulement liées à l'uranium enrichi, mais visent aussi «tous ceux qui commerceront légalement avec l'Iran». Pour Lavrov, ces sanctions n'ont plus lieu d'être, et «devraient être levées dans le cadre de la restauration de l'accord nucléaire». Tout au long de la semaine, les États-Unis et les Européens ont multiplié les entretiens sur le dossier iranien en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Ils ont exprimé leur frustration, mêlée d'agacement, face à l'Iran qui n'a offert aucune «indication claire», selon eux, sur ses intentions pour la reprise des négociations pour sauver l'accord sur le nucléaire iranien. Les discussions à Vienne pour relancer l'accord nucléaire, y faire revenir les États-Unis et obtenir dans le même temps une levée de sanctions américaines sont interrompues depuis l'élection en juin d'un nouveau président iranien. Les pays signataires de l'Accord de Vienne s'impatientent ainsi autours de l'inertie américaine et de la réaction iranienne que cela occasionne. Les iraniens se font de plus en plus provocateurs et plus les semaines et les mois passent et plus il semble improbable qu'une réconciliation soit possible entre Washington et Téhéran. Même l'Accord qui regroupe encore l'Iran et plusieurs puissances semblent aujourd'hui en danger.

F. M.



RC Relizane

Hocine Aoued s'engage pour 3 ans avec le PAC

L'attaquant du Racing Club Relizane, Hocine Aoued s'est engagé avec le Paradou AC pour un contrat de trois ans, a annoncé samedi la direction du club algérois de Ligue 1 dans un bref communiqué. "L'attaquant Hocine Aoued s'est officiellement engagé avec le PAC. Il a signé pour trois ans", a annoncé

le club, peu après la présentation officielle de ce jeune joueur, âgé de seulement 22 ans. Après sa signature, Aoued n'a pas attendu longtemps avant de rejoindre ses nouveaux coéquipiers, puisqu'il a déjà effectué sa première séance d'entraînement, sous la houlette du coach Si-Tahar Chérif El Ouezani.

Tournoi Espoirs de Toulon

L'EN U 20 présente

La sélection algérienne des U20 de football prendra part au 48ème tournoi Maurice Revello, plus connu par le Festival international Espoirs de Toulon, qui aura lieu du 29 mai au 12 juin 2022 dans le département des Bouches-du-Rhône, dans le sud de la France, a indiqué samedi la Fédération algérienne de football (FAF). Ce tournoi est ouvert aux joueurs nés en 2002, 2003 et 2004 afin de permettre aux fédérations de préparer les championnats continentaux en vue des diverses compétitions de la FIFA ou des Jeux olympiques qui auront lieu en 2024 à Paris. Le président du tournoi, M. Alain Revello, s'est dit très honoré d'accueillir l'équipe nationale d'Algérie des U20 afin de lui permettre de préparer de telles échéances. Ce tournoi regroupera 12 équipes réparties en trois groupes de quatre. Les premiers de chaque groupe et le meilleur deuxième sont qualifiés pour les

demi-finales. Les équipes non qualifiées pour le carré final, disputeront un match de classement, ce qui donnera quatre à cinq rencontres par équipe. Entamé en 1967, le tournoi de Toulon est devenu un rendez-vous important pour les sélections Espoirs. Les éditions 2020 et 2021 n'ont pas eu lieu, en raison de la crise de la Covid-19, alors que la dernière, celle de 2019, a été gagnée par le Brésil, alors qu'auparavant l'Angleterre avait aligné trois succès de rang (2016, 2017 et 2018). L'Algérie avait pris part à ce tournoi dans les années 1980, avec, en 1983, une sélection composée d'une majorité de joueurs de l'ex-club de la DNC Alger qui s'est classée 3^{ème} de son groupe derrière le Brésil et l'Allemagne et devançant la Chine puis terminant 6^{ème} du tournoi, et occupant le même rang en 1984, mais avec comme meilleur buteur de la compétition Meziane Zaghzi (5 réalisations).

Coupe du monde 2022 (préparation)

L'arbitre Mustapha Ghorbal en stage au Caire

L'arbitre international algérien, Mustapha Ghorbal, prendra part au séminaire de la FIFA prévu du 1er au 7 octobre prochain en Egypte en prélude aux échéances à venir dont la Coupe du monde Qatar 2022, a indiqué samedi la Fédération algérienne de football (FAF). Agé de 36 ans, le directeur de jeu algérien est retenu à l'instar de sept autres siflets du continent: Redouane Jiyed (Maroc), Bakary Gassama (Gambie), Bamlak Tessema (Ethiopie), Victor Gomez (Afrique du Sud), Janny Sikazwe (Zambie), Maguette Ndiaye (Sénégal), Jean-Jacques Ndala (RD Congo), pour officier lors de la prochaine

Coupe du Monde Qatar 2022. L'arbitre algérien est considéré comme l'un des meilleurs en Afrique à travers ses productions sans cesse performantes, ce qui lui a valu d'officialier les dernières grandes affiches, comme la finale de la Ligue des Champions 2021 et la Super Coupe d'Afrique, voir des affiches locales. Le natif d'Oran et digne successeur de l'arbitrage de l'école algérienne qui a enfanté les Benzellat, Khellifi, Lacarne, Hansal et autre Haimoudi, a même eu le privilège, de par sa classe, de faire la une du rapport Discipline et Ethique de la FIFA pour 2020/2021.

UNAF

Un tournoi U18 à Tunis et une Assemblée générale en octobre

L'Union nord-africaine de football (UNAF) organisera en collaboration avec la Fédération tunisienne de football, un tournoi pour les sélections des moins de 18 ans et ce du 20 au 30 octobre prochain.

En marge de ce tournoi, le bureau exécutif de l'UNAF tiendra son Assemblée générale le 23 octobre, ajoute l'Union dans un communiqué, précisant qu'une réunion des Directeurs Techniques des fédérations nationales membres est prévue le 21 octobre, suivie de la réunion de la commission financière le 22 du même mois.

Il a été également annoncé qu'une proposition a été faite

concernant l'organisation d'un tournoi des sélections des moins de 20 ans, du 30 novembre au 7 décembre 2021 en Libye, d'un tournoi pour les natis de 2006 et d'un autre pour le football féminin en décembre prochain et dont les lieux seront fixés ultérieurement.

Ces décisions ont été prises à l'occasion d'une réunion tenue vendredi à Tunis par le président de l'UNAF, le Libyen Abdelhakim Chelmani, avec le directeur exécutif, Mahmoud Hammami, en présence du secrétaire général-adjoint, Ridha Kraïem, en vue de discuter du programme d'activités de l'Union pour la période allant jusqu'à fin 2021.

JS Kabylie

Le malien Doumbia engagé

Le défenseur international malien, Yacouba Doumbia, a été officiellement recruté par la Jeunesse sportive de Kabylie pour deux saisons, a annoncé samedi, la direction du club.



Doumbia présenté par le club

Par Mahfoud M.

Le club kabyle a publié une photo du joueur, posant avec le maillot Jaune et Vert des Canaris, en prenant la pose entre le président Yazid Yarichène et le Directeur Sportif Karim Ziani. Le joueur de 24 ans, qui évoluait au Stade Malien, devait se présenter à Alger, il y a une dizaine de jours selon la direction des Canaris, mais il a été retardé en Tunisie, pour des considérations liées au protocole sanitaire selon les mêmes sources. Une cinquième recrue donc pour la formation du Djurdjura, après les quatre qui avaient parachevé leurs

contrats la veille, dont le gardien international Azzedine Doukha, qui effectue son grand retour dans le championnat national, après une expérience de quatre saisons en Arabie saoudite. Outre Doukha, qui a porté les couleurs des Canaris entre 2014 et 2016, la JSK a recruté le milieu de terrain Zakaria Mansouri en provenance du CS Sfaxien (Tunisie) et le milieu de terrain Mohamed Réda Boumechra (ex-USM Alger), ainsi que le défenseur Fateh Talah (ex-JS Saoura). Entre-temps, l'équipe poursuit sa préparation d'intersaison à Tikjda (Bouira) sous la conduite de l'entraîneur français, Henri Stambouli. Elle affrontera au

mois d'octobre prochain les Marocains des Forces Armées Royales (FAR) en aller-retour, pour le compte du 2^e tour préliminaire de la Coupe de la Confédération. Les Canaris sont décidés à faire une grande saison et aller le plus loin possible en compétition africaine, sachant que le nouveau patron de la formation kabyle, Yarichène, ne lésine pas sur les moyens, lui qui a promis de monter une très grande équipe et de redorer le blason de l'équipe qui a souffert cette saison du manque de finances, ce qui avait emmené un grand nombre de joueurs de quitter et opter pour d'autres formations où ils sont sûrs de toucher leur dû. M. M.

Marcos Paqueta (CRB)

«Conserver le titre et être conquérant en CAF CL»

Dans un entretien accordé à nos confrères de Liberté, Marcos Paqueta, le nouveau coach du CR Belouizdad, a évoqué ses objectifs avec le Chabab.

«J'ai une idée sur le football algérien même si elle est vaste, a confié le technicien brésilien. J'ai déjà affronté une équipe algérienne en coupe arabe des clubs. C'était le CS Constantine, lors de la saison 2019-2020. J'étais à l'époque l'entraîneur d'Al-Muharraq au Bahreïn. D'ailleurs, on a éliminé cette équipe algérienne, mais dans

l'ensemble, je l'ai trouvée très intéressante avec beaucoup de joueurs de qualité. Dans l'ensemble le joueur algérien est talentueux».

Après avoir évoqué sa connaissance du football algérien, Marcos Paqueta a enchaîné: «Le CRB est un club à titres. Donc, au niveau local, c'est clair qu'on devrait tout faire pour conserver notre titre de champion d'Algérie. On tentera d'être conquérant aussi en ligue des champions africaine. C'est notre objectif. A titre personnel, j'aspire à faire avancer cette équipe

sur tous les plans. On doit franchir un cap et je vais tout faire pour laisser ma touche et contribuer grandement au projet du club».

«Pour être franc avec vous, je ne sais pas encore quand est-ce que je serai sur place à Alger afin de commencer mon travail à la tête du club, mais une chose est sûre, dès que j'aurai mon visa je serai le plutôt possible en Algérie, a-t-il conclu. D'ailleurs, c'est le cas pour mes deux adjoints qui vont m'accompagner, à savoir un Brésilien et un Tunisien».

En de cyclisme

Trois coureurs s'engagent aux Emirats arabes unis

Trois cyclistes algériens se sont engagés avec différents clubs des Emirats arabes Unis, a-t-on appris samedi auprès de la Fédération nationale de la discipline (FAC). Il

s'agit des internationaux «élite» Hamza Yacine et Nassim Saïd, qui se sont engagés avec l'AS Police de Dubaï, ainsi que Youcef Reguigui, qui lui s'est engagé avec le club d'Abou

Dhabi. «Ces trois cyclistes seront sous la direction de l'entraîneur algérien Adil Barbari» a encore annoncé la FAC dans un bref communiqué, diffusé sur son site officiel.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Justice

Bedoui sous contrôle judiciaire, Loukal en détention provisoire

L'ancien premier ministre Nourredine Bedoui a été placé sous contrôle judiciaire, hier, dans le cadre d'une affaire de dilapidation de deniers publics et abus de fonctions, apprend-on de sources concordantes. L'ancien wali de Tizi Ouzou, Hocine Ouadah, a été également poursuivi dans cette même affaire.

Aussi, plusieurs médias ont

rapporté que Mohamed Loukal, ex-ministre des Finances et ancien PDG de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) a été mis, hier, sous mandat de dépôt.

M. Loukal est poursuivi pour "abus de pouvoir" et d'"octroi d'indus privilégiés au cours de son mandat de directeur de la Banque extérieure d'Algérie de 2001 à 2016".

R. N.

Biskra

Plus de 1,2 million de palmiers traités contre le myelois et le boufaroua

Les unités mobiles de pulvérisation de pesticides pour lutter contre le myelois (ver de la datte) et le boufaroua (acararien parasite des dattes) ont traité plus de 1,2 million de palmiers-dattiers à Biskra, dans le cadre de la campagne annuelle de protection des dattes, a-t-on appris hier auprès de la station régionale de protection des végétaux de Feliache.

Cette campagne de prévention, qui s'étale du mois d'août jusqu'au mois de septembre, pour protéger la récolte de dattes notamment la célèbre variété Deglet nour, a ciblé 680 000 palmiers-dattiers contre le boufaroua et 570 000 palmiers-dattiers contre le myelois, soit plus de 1,2 million de palmiers, a précisé à l'APS le directeur de cette station, Nadji Slimane.

L'Institut national de protection des végétaux a traité dans le cadre de cette campagne 300.000 palmiers-dattiers à travers les oasis de cette wilaya, tandis que des opérateurs privés conventionnés avec l'institut ont traité plus de 500 000 palmiers-dattiers, a noté le même cadre.

Les agriculteurs ayant obtenu les pesticides auprès de cet institut ont traité, de leur côté, plus de 460 000 palmiers, a-t-il indiqué. Cette campagne qui vise à combattre ces insectes avant qu'ils n'atteignent la phase de reproduction a porté sur l'utilisation de plus de 1 400 litres de pesticides par l'institut qui a mobilisé pour l'opération sept camions et quatre véhicules de type 4x4, selon la même source.

Le même cadre a relevé que si cette campagne a atteint ses objectifs, elle a toutefois buté sur plusieurs difficultés, dont la température élevée et le relief accidenté des pistes ayant engendré plusieurs pannes aux véhicules, le manque d'entretien au niveau de certains vergers et la limitation des quantités de pesticides réservés à la campagne qui n'ont pas pu ainsi satisfaire la demande croissante des agriculteurs.

Les services agricoles de Biskra recensent à travers la wilaya plus de 5 millions de palmiers-dattiers, notamment des variétés Deglet nour, Mech degla et El Ghars.

Yanis B.

Presse

Lyes Sahar n'est plus

L'ensemble de la famille de la presse a accueilli avec grande peine et immense tristesse la nouvelle du décès de Lyes Sahar, disparu à l'âge de 68 ans. Né en 1953 à la rampe Louni Arezki (Rampe Vallée), aux confins de la Casbah, après des études de sociologie à l'université d'Alger, il a embrassé la carrière journalistique à *El Moudjahid* pour rejoindre par la suite *El*

Watan, en rubrique économique. Il s'est spécialisé en pétrole et énergie et ses articles étaient très suivis et appréciés, tant par les connaisseurs dans ce domaine que par les profanes. Ses proches amis garderont de lui l'image d'un être très attachant, sociable et généreux et sa compagnie était d'autant plus recherchée qu'il était très porté sur l'humour.

N. S.

Condoléances

Profondément affectés par le décès que leur ami et confrère Lyes Sahar, Naïma Mahmoudi et Nadjib Stambouli présentent à sa famille et à l'ensemble de la corporation journalistique leurs sincères condoléances et les assurent de leur entier soutien moral en cette pénible épreuve. Allah yerhamou. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

La Harga prend des proportions Alarmantes



Djalou@hotmail.com

Enfant disparu à Béchar

Les brigades cynotechniques poursuivent les recherches

Les deux brigades cynotechniques, dépêchées spécialement à Béchar par la direction générale de la Protection civile, continuent hier, pour la deuxième journée consécutive, les recherches pour retrouver l'enfant Houaychi Ahmed Soheib, disparu depuis jeudi 16 septembre à proximité de son domicile familial, au quartier Béchar-Djedid (sud de Béchar), a-t-on appris hier des services de la Protection civile.

Par Slim O.

Ces nouvelles recherches, lancées samedi tôt le matin par les deux brigades cynotechniques spécialisées dans ce genre d'opérations de recherches, et qui ont exploré «les moindres recoins» des zones et lieux limitrophes de l'habitat familial du disparu «n'ont malheureusement encore donné aucun résultat», a affirmé à l'APS le sous-lieutenant Baâli Abou

Bakr Seddik, responsable de la cellule de communication de la direction locale de la Protection civile. «Les éléments des deux brigades spécialisées, qui utilisent des chiens formés spécialement pour ce type de missions de recherche de personnes disparues, ensevelies ou égarées, n'ont retrouvé aucune trace de l'enfant disparu malgré le vaste ratissage et les recherches», a-t-il expliqué.

La Protection civile, avec l'aide et la contribution des diffé-

rents services de sécurité et les citoyens, ne lésinera pas sur les moyens humains et logistiques pour retrouver cet enfant disparu, a-t-il ajouté.

Parallèlement à cette nouvelle opération de recherches de l'enfant disparu, l'enquête judiciaire, ordonnée par le procureur de la République près le tribunal de Béchar et diligentée par les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de wilaya, se poursuit toujours, a-t-on fait savoir.

S. O.

Justice

Le procès de l'ancien ministre de la Justice Tayeb Louh reporté au 10 octobre

Le tribunal criminel de Dar El Beida (Cour d'Alger) a reporté hier au 10 octobre prochain le procès de l'ancien ministre de la Justice, Tayeb Louh poursuivi pour entrave à la justice lorsqu'il était à la tête du secteur.

Le report intervient à la demande du collectif de défense et vise à permettre la compilation du dossier et la comparution de tous les accusés (en liberté) dans cette affaire.

Sont également poursuivis dans cette affaire, le conseiller et frère de l'ancien président de la République, Saïd Bouteflika, l'homme d'affaires Ali Haddad, et l'ancien inspecteur général du ministère de la Justice, Tayeb Hachemi qui a été débouté de sa demande de relaxe pour raison de santé.

Le Conseiller instructeur près la Cour suprême avait ordonné, le 22 août 2019, le placement de l'ancien ministre de la Justice Tayeb Louh en détention provisoire pour «abus de fonction, entrave à la

justice, incitation à la partialité et incitation à faux en écriture officielle».

Blida : report du procès en appel de Hamel et Berrachdi

La cour de Blida a décidé, dimanche, de reporter le procès en appel de l'ex-directeur général de la Sûreté nationale (Dgsn), Abdelghani Hamel, et de l'ancien chef de la Sûreté de wilaya d'Alger, Nouredine Berrachdi, au 10 octobre prochain.

Le report de ce procès, dans lequel les accusés Abdelghani Hamel et Nouredine Berrachdi sont poursuivis pour abus de fonction a été dicté par l'absence de certains témoins, dont l'ex-ministre Tayeb Louh, actuellement en détention pour d'autres affaires. Le témoin Kamel Chikhi, dit «El Boucher», également en détention, était présent à cette audience. Le tribunal de Blida avait condamné Abdelghani Hamel et Nouredine Berrachdi

à une peine de quatre ans de prison ferme, assortie d'une amende de 100 000 DA chacun, pour abus de fonctions, en donnant des ordres pour la poursuite d'une enquête dans un dossier qui n'était pas du ressort de la Sûreté nationale.

Pour rappel, le procureur de la République près le tribunal de Blida avait requis des peines de 12 années de prison ferme à l'encontre du premier accusé et de 10 années de prison ferme à l'encontre du deuxième pour abus de fonction. Selon le rapport de renvoi du tribunal, l'ancien chef de la Sûreté de wilaya d'Alger a poursuivi les investigations dans une affaire de blanchiment de fonds publics d'une valeur de 125 millions de DA et de financement de groupes terroristes, dans laquelle est accusé Kamel Chikhi, dit «El Boucher», après son renvoi devant le procureur de la République. Un fait en violation avec la loi en vigueur dans le domaine.

Maya H.